

Israël Netanyahu veut barrer la route aux ultras de la colonisation

Le Premier ministre israélien a engagé une épreuve de force avec les plus extrémistes de ses adversaires au Likoud, à l'occasion d'un vote hier au sein du comité central du parti, un scrutin d'ordinaire « technique » mais dont il fait un vote de confiance. En pratique, Benjamin Netanyahu espère faire voter un amendement à la charte de son parti de droite, qui permettrait de reporter jusqu'à la fin 2011 la tenue d'élections internes aux postes-clés des institutions du parti, élections qui devaient se tenir initialement en mai. En procédant ainsi, M. Netanyahu espère éviter une montée en force du courant ultranationaliste procolonisation au sein du Likoud, incarné par Moshe Feiglin, ainsi que des « durs » parmi les ministres et les députés, qui le soupçonnent de vouloir faire des concessions aux Palestiniens

sous la pression du président américain Barack Obama. Le scrutin dans 32 bureaux de vote s'est achevé à 22h00. Les résultats devaient être rendus publics dans la nuit. Pour l'emporter, M. Netanyahu a donné de sa personne en participant ces derniers jours à une demi-douzaine de meetings des membres du comité central du Likoud. Il a ainsi pris le risque de mettre tout son poids dans la balance dans une bataille qui s'annonce très serrée. Il doit en effet mobiliser les deux tiers des voix pour l'emporter. Pour un analyste, « en s'engageant à fond sur ce vote, le Premier ministre s'est laissé aller à l'hystérie comme si son pouvoir était en jeu, ce qui n'est pas le cas. Il a ainsi offert un tremplin inespéré à Moshe Feiglin ». Hanan Crystal, commentateur de la radio publique, a pour sa part estimé que M.

Netanyahu ne peut espérer l'emporter que si la participation est élevée, ses adversaires pouvant compter sur quelque 500 votes du comité central, qui compte 2 525 membres. « Si (...) la proposition de Netanyahu (de repousser les élections internes) est adoptée, le Likoud sera dans un tel état qu'il ne pourra plus agir comme un frein ni exercer un esprit critique démocratique », a déploré M. Feiglin. « Je suis très inquiet », a-t-il dit. M. Feiglin, qualifié de « corps étranger au Likoud » par M. Netanyahu, n'est pas le seul opposant à la ligne du Premier ministre. Les « durs » critiquent M. Netanyahu pour avoir été le premier leader du Likoud à accepter l'idée d'un État palestinien et avoir décrété un gel provisoire de la construction de logements dans les colonies de Cisjordanie.

Les chrétiens de Gaza sont sur la corde raide

Reportage Autrefois florissante, la communauté religieuse se réduit comme peau de chagrin.

Prise entre les islamistes du Hamas et la réalité du blocus israélien, la petite communauté des chrétiens de Gaza doit trouver un modus vivendi pour survivre. Il lui a fallu éviter les tirs croisés de l'armée israélienne et du Hamas pendant la dernière guerre dans l'enclave palestinienne (décembre 2008-janvier 2009), mais aussi ne pas attiser la défiance des groupuscules islamistes les plus radicaux. Le maître mot des chrétiens de Gaza : la discrétion. « À chaque instant, nous sommes sur la corde raide. Nous devons rester en état d'alerte en permanence », explique l'archevêque grec-orthodoxe Alexios, après une messe qui a rassemblé une centaine de fidèles dans la belle église Saint-Porphyre de Gaza. « Nos relations avec les dirigeants du Hamas sont bonnes. La tolérance sert les deux côtés », souligne le prélat, qui participe régulièrement à des réunions avec le mouvement islamiste au pouvoir à Gaza. Après une série de violents incidents en 2007 et 2008, durant lesquels un libraire de l'Église baptiste avait été assassiné et plusieurs lieux de cultes incendiés, « ils ont demandé si nous avions besoin de gardes pour l'église », raconte l'archevêque. « Nous leur avons répondu que nous nous sentions en sécurité et que nous n'avions pas besoin de gar-

des », ajoute Mgr Alexios qui veille sur une communauté de 2 500 fidèles, pour un total de 3 000 chrétiens vivant dans la bande de Gaza (1,5 million d'habitants). De nationalité grecque, originaire du Péloponnèse, l'archevêque Alexios vit depuis plus de 40 ans en Terre sainte. Il officie à Gaza depuis 9 ans et célèbre la plupart de ses messes en arabe. Grâce à une laissez-passer de « VIP », il peut faire entrer du vin de communion - l'alcool est strictement interdit par le Hamas à Gaza -, des bougies et les bibles nécessaires à son sacerdoce. Il a même pu instruire ses ouailles féminines de ne pas porter le foulard islamique, ni à l'école ni dans la rue. Mais il ne faut pas franchir la ligne rouge. Ainsi, les conversions ne sont pas encouragées afin d'éviter toute accusation de prosélytisme, considéré comme un crime dans les pays musulmans. Le Hamas répète qu'il mène une politique de tolérance vis-à-vis de la minorité religieuse. Mais la population chrétienne de Gaza, comme d'autres communautés sœurs au Moyen-Orient, se réduit comme une peau de chagrin. Le principal responsable est le chômage qui touche quatre Gazaouis sur dix. À l'époque de la Palestine mandataire (1920-1948), qui a pris fin avec la création de l'État d'Israël, les chré-



À Gaza, des contrebandiers travaillent de jour comme de nuit dans les tunnels. Le Caire a opposé un démenti aux accusations du Hamas selon lesquelles les forces de sécurité égyptiennes auraient tué avec du gaz toxique quatre Palestiniens qui travaillaient dans un de ces tunnels de contrebande reliant Gaza à l'Égypte.

tiens de Gaza, aux racines byzantines, formaient une communauté florissante. Mais la plupart ont fini par partir en Australie, aux États-Unis, en Suède et ailleurs pour rejoindre des proches déjà exilés. « J'espère que nous pourrions partir, pour le bien de mes enfants, pour leur donner un avenir. Il n'y a aucun travail ici », déplore Jaber Jildah, 52 ans, enseignant dans

une école chrétienne. « Tout se délite, mais nous sommes encore là. Nous jouons les caméléons pour nous adapter à la bonne couleur », poursuit-il. Lors de son récent sermon de Pâques, le père Manuel Musallam, prêtre catholique à Gaza, a regretté que le blocus israélien empêche chrétiens et musulmans de se recueillir sur leurs lieux saints, pourtant géographi-

quement voisins. « Chaque pierre du « Mur de l'apartheid » (nom donné par les Palestiniens à la barrière de sécurité israélienne érigée en Cisjordanie), chaque tunnel creusé sous la mosquée al-Aqsa (à Jérusalem) et chaque maison détruite par Israël ne fera qu'encourager la Résistance et l'amertume », a-t-il prêche. Haro CHAKMAKJIAN (AFP)

Proche-Orient

Obama n'hésitera pas à agir si les discussions s'enlisent, selon un proche de Abbas

Le président américain Barack Obama n'hésitera pas à agir contre les Israéliens ou les Palestiniens si l'un ou l'autre camp entrave les négociations de paix, qui pourraient redémarrer prochainement, a déclaré hier un haut responsable palestinien. S'exprimant sous le couvert de l'anonymat, il a indiqué que M. Obama s'était engagé à demander des comptes aux deux parties, dans une lettre

remise la semaine dernière par l'émissaire américain au Proche-Orient, George Mitchell, au président palestinien Mahmoud Abbas. Interrogé, un porte-parole de l'ambassade des États-Unis s'est refusé à tout commentaire. Israël interdit à un activiste palestinien de quitter le pays La police des frontières israélienne a interdit à Ameer Makhoul, directeur général de l'Union des associations arabes (Ittijah) et président du Comité populaire pour

la défense des libertés, de se rendre en Jordanie. Ces forces lui ont remis sur-le-champ un ordre administratif émis par le ministre israélien de l'Intérieur lui interdisant de quitter le pays pendant une durée de deux mois, prétextant pour cela que le voyage de Ameer Makhoul « constitue un danger pour la sécurité de l'État ». La Plate-forme non gouvernementale Euromed a dénoncé cette interdiction, condamnant la politique des autorités israéliennes et leurs pratiques à l'encontre des activistes civils, et des acteurs locaux et internationaux.

Un agent de liaison a permis de remonter jusqu'aux chefs d'el-Qaëda en Irak

Éclairage Les drones américains ont joué un rôle essentiel dans la traque.

Les deux chefs d'el-Qaëda en Irak, Abou Omar al-Bagdadi et Abou Ayyoub al-Masri, tués récemment dans une opération, n'utilisaient ni téléphone portable ni courriel pour communiquer, mais, selon les enquêteurs, ils ont pu être localisés grâce à leur agent de liaison. C'est grâce à cet homme, qui distribuait chaque semaine dans un café de Bagdad les ordres aux cadres de l'organisation, que les services de renseignements sont remontés le 18 avril jusqu'à leur tanière au nord de Bagdad, a indiqué à l'AFP un des officiers qui a participé à la traque. Bagdadi, chef politi-

que de l'État islamique d'Irak (ISI), et Masri, son chef militaire, ont péri dans l'assaut ainsi que leur messager. Tout commença le 11 mars. Les forces de sécurité irakiennes arrêtèrent le « gouverneur » de l'ISI pour Bagdad, Manaf Abdel Rahim al-Ghawi, un modeste employé du ministère de l'Industrie. « Lors de son interrogatoire, Ghawi avoue recevoir ses ordres d'un messager de Bagdad qui'il rencontre chaque semaine dans un café de Bagdad. L'homme reste seulement une heure atablé puis s'en va », explique l'enquêteur. Les drones américains entrent alors en action.

Ces avions sans pilote munis d'appareils photographiques à très haute résolution identifient l'homme et ses contacts. Ghawi reconnaît le messager et une filature serrée commence. Le 18 avril, un drone suit l'agent de liaison dans Bagdad. Puis, à bord d'un van rempli de légumes, le messager roule vers la région désertique du lac Tharthar où se cachent les deux chefs d'el-Qaëda. « Nous avons alors donné le signal pour le raid », affirme l'enquêteur. Selon lui, « les chefs d'el-Qaëda à Bagdad n'utilisaient jamais de voiture particulière, mais des minibus car les forces de sé-

curité ne les contrôlent quasiment pas ». La maison, située dans une région désertique entre les provinces sunnites de Salaheddine et Anbar, est encerclée et les forces de sécurité irakiennes appellent par haut-parleurs les occupants à la reddition, raconte pour sa part le général Mohammad al-Askari, porte-parole du ministère de la Défense. Seize personnes se rendent, dont la femme de Masri, Hasna. Puis la maison est bombardée. Masri et son adjoint sont tués, ainsi que Bagdadi et son fils. Lors de ses interrogatoires, Hasna indique qu'Abou

Ayyoub al-Masri, un Égyptien dont le vrai nom est Abdel Monhem Ezzeddine Ali al-Badawi, est arrivé en Irak « en 2002, en provenance des Émirats arabes unis ». Selon le quotidien al-Bayane, proche du Premier ministre Nouri al-Maliki, qui cite des procès-verbaux, l'épouse yéménite de Masri dit l'avoir suivi peu après. Le couple a vécu dans différents quartiers de Bagdad jusqu'à la chute de Saddam Hussein en 2003. Après l'arrivée des troupes américaines, la famille s'installe dans une ferme de la région de Diyala, au nord-est de Bagdad, qui fut un fief de

l'insurrection. « La maison de deux étages où nous nous trouvons a été la cible d'un raid aérien américain (...) Mon mari et moi, nous avons pu fuir vers Falloujah, autre bastion d'el-Qaëda à 50 km à l'ouest de Bagdad, raconte-t-elle. Après la prise de contrôle fin 2004 de cette ville par les forces américaines, ils partent pour Abou Ghraïb, à 30 km de là, puis s'installent dans la région du lac Tharthar à partir de 2007. « Nous changeons souvent de maison jusqu'au » 18 avril, explique Hasna, qui s'était mariée en 1998 à Sanaa et a trois enfants.

Breves

Législatives : début lundi d'un nouveau décompte des voix à Bagdad

Le nouveau décompte des voix dans la capitale irakienne réclamé par le Premier ministre Nouri al-Maliki commencera lundi, a annoncé hier le président de la commission électorale, Faraj al-Haidari. « Ceci se déroulera en présence d'observateurs européens, de l'ONU et de la Ligue arabe à l'hôtel Rachid », qui se trouve dans la « zone verte », a-t-il dit. La commission électorale avait décidé le 19 avril un nouveau décompte manuel dans la province de Bagdad, la plus importante du pays puisqu'elle doit répartir 70 sièges sur les 325 que compte le Parlement. De récentes décisions du département juridique de la commission électorale font craindre à Iyad Allawi que ses rivaux ne modifient le résultat du scrutin.

Le vol inaugural d'Iraqi Airways vers Londres vire au cauchemar pour Bagdad

Le vol inaugural dimanche de la compagnie Iraqi Airways entre Bagdad et Londres, après vingt ans d'interruption, a tourné au cauchemar pour les autorités irakiennes : l'appareil a été saisi et le directeur général de la compagnie s'est vu confisquer son passeport. À l'origine de l'incident, un différend financier avec la compagnie koweïtienne datant de l'invasion de l'émirat par l'ancien président Saddam Hussein en 1990. Kuwaiti Airways Company (KAC) réclame 1,2 milliard de dollars à l'Irak pour s'être emparé de dix appareils commerciaux et avoir pillé l'aéroport. En novembre 2008, l'Irak avait annoncé être prêt à verser 300 millions de dollars à Kuwait Airways pour mettre fin à la querelle.

Poutine, ambassadeur des ours polaires dans une île russe de l'Arctique

Environnement Le Premier ministre russe montre une nouvelle fois qu'il n'a rien perdu de son goût pour les visites à forte charge symbolique.

Une région stratégique, l'Arctique, et un animal emblématique, l'ours blanc : le Premier ministre russe Vladimir Poutine a montré une nouvelle fois qu'il n'avait rien perdu de son goût pour les visites à forte charge symbolique, dans son costume favori d'homme fort. Sa visite, dont la date précise n'est pas connue, en Terre d'Alexandra (une île de l'archipel François-Joseph dans l'océan Arctique), l'un des territoires les plus septentrionaux de la Russie, a été organisée avec soin et diffusée simultanément hier par les principaux médias russes. Situé à un millier de kilomètres du pôle Nord, cet archipel de près de 200 îles a été intégré dans les années 1920 dans l'Union soviétique, et a joué pour elle un important rôle scientifique et militaire. C'est encore le cas aujourd'hui puisque la base de garde-frontière de Nagourskaïa, où s'est rendu M. Poutine, est aujourd'hui la plus septentrionale du pays. L'immense région arctique est sujette à de vives rivalités et tensions à propos de l'exploitation potentielle de ses richesses naturelles. Cinq pays, le Canada, le Danemark, les États-Unis, la Norvège et la Russie, se disputent à son sujet. La Russie et la Norvège ont toutefois annoncé cette semaine avoir réglé un différend frontalier vieux de 40 ans dans cette

même région. Les intérêts de la Russie en Arctique « sont des plus sérieux : ici nous avons de grandes bases maritimes, des corridors aériens long courrier, des intérêts économiques », a martelé M. Poutine, évoquant notamment le vaste gisement gazier de Chtokman. Les superbes images diffusées par les télévisions, ciel bleu, soleil vif et animaux polaires, sur fond de neige immaculée, atteignent leur paroxysme lorsqu'on peut y voir M. Poutine agenouillé et caressant un énorme ours blanc. Vêtu d'une veste rouge vif brodée à son nom en lettres d'or, le Premier ministre aide les scientifiques à effectuer des prélèvements sur les ours endormis, à lui passer au cou un collier émetteur et à le hisser dans une bache pour le peser. Verdict : le plantigrade pèse 231 kilos. On le voit ensuite prendre congé de l'animal en lui serrant longuement la patte et lui grattant la tête : « Salut, porte-toi bien ! lui lance-t-il. « La patte est lourde. C'est le maître de l'Arctique, cela se sent », sourit-il peu après devant les caméras. Mais cette domination est aujourd'hui menacée et la population d'ours blancs a été réduite à quelque 25 000 individus, souligne-t-il, rappelant que « la réduction de la surface de la banquise, la fonte des glaces » compromettent la vie des ours polaires.



Vêtu d'une veste rouge vif brodée à son nom en lettres d'or, le Premier ministre russe Vladimir Poutine aide les scientifiques à effectuer des prélèvements sur un ours blanc endormi, à lui passer au cou un collier émetteur et à le hisser dans une bache pour le peser.

Vladimir Poutine est le parrain de la prestigieuse Société géographique russe, fondée en 1845 par le tsar Nicolas Ier, et qui s'est très tôt illustrée par ses expéditions sur les immenses terres vierges de Sibirie et d'autres continents. La Société

et l'Académie des sciences ont mis sur pied un programme de soutien aux animaux en voie de disparition que suit de près le Premier ministre : on l'a ainsi vu ces dernières années dans d'autres reportages le mettant en scène avec des tigres ou des

léopards. M. Poutine a déploré que les activités militaires soviétiques dans l'archipel François-Joseph aient laissé derrière elles « une fosse aux ordures ». « Il faut faire un nettoyage général en Arctique », a-t-il jugé. Selon les résultats d'une

étude russe effectuée entre 1995 et 2005, environ 250 000 fûts contenant entre 40 000 et 60 000 tonnes de produits pétroliers, ainsi que des avions et des stations de radar y ont été abandonnés après la chute de l'URSS en 1991.

Breves regionales

YÉMEN Sanaa déterminé à éradiquer el-Qaëda

Les autorités yéménites ont répété hier leur détermination à poursuivre la guerre contre le terrorisme pour éradiquer el-Qaëda, accusé d'avoir perpétré l'attentat manqué lundi contre l'ambassadeur britannique à Sanaa. Dans un communiqué mis sur son site Internet, le ministère de l'Intérieur affirme que « la guerre contre le terrorisme se poursuit et ne s'arrêtera qu'avec l'éradication et l'élimination d'el-Qaëda sur l'ensemble du territoire yéménite, terre de tolérance, de sagesse et de foi ». Le ministère avait affirmé que l'attentat de lundi portait « les empreintes d'el-Qaëda ». L'ambassadeur britannique, Timothy Torlot, était sorti indemne de cet attentat qui avait visé son convoi à 600 mètres de la chancellerie. Cet attentat raté « témoigne de l'état de désespoir et d'isolement du réseau el-Qaëda au Yémen », a estimé le ministère, qui dénonce ses « méthodes criminelles » en recrutant « des jeunes pour en faire des kamikazes ».

demandant aux Iraniens de faire plus d'enfants, a rapporté hier l'agence de presse ISNA. « Certains disent qu'il faut seulement deux enfants par famille, cela veut dire que dans 40 ans il ne restera rien de la nation iranienne (...). Nous voyons le danger et nous mettons en garde » contre un vieillissement de la population, a déclaré M. Ahmadinejad, selon ISNA. « Personne ne peut obliger les gens à faire quoi que ce soit », a-t-il toutefois ajouté. Le taux de croissance de la population est actuellement de 1,6 % contre 3,2 % après la révolution islamique de 1979. Nucléaire : des sanctions seraient « peut-être incontournables », estime Lavrov L'Iran est un partenaire difficile, a déclaré hier à Strasbourg le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, à propos du programme nucléaire de Téhéran, estimant que des sanctions seraient « peut-être incontournables ». Le responsable russe a, en revanche, fermement rejeté toute idée de recours à une opération militaire. « Nous sommes fermement attachés à faire toute la lumière sur le programme nucléaire de l'Iran pour que les choses soient parfaitement transparentes et que tout le monde puisse s'assurer de son caractère purement pacifique », a ajouté l'hôte du Conseil de l'Europe.

IRAN Ahmadinejad demande à la population de faire plus d'enfants

Le président iranien Mahmoud Ahmadinejad a déclaré pour la troisième fois en une semaine qu'il était hostile à la politique de contrôle de la natalité,